

PROPOSITION



Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
-----------------------------------	--

Commentaires :

Nous agissons pour un marché unique du numérique en Europe, qui permettra aux entreprises innovantes de disposer des mêmes règles partout dans l'Union européenne.

Nous nous battons, au niveau européen, pour une taxe sur le chiffre d'affaires réalisé dans nos pays pour des prestations de service électronique.

Cela éliminera ainsi les montages consistant à rapatrier les profits dans des paradis fiscaux.

Harmonisation fiscale en Europe

Nous défendrons au niveau européen une harmonisation de l'assiette et une convergence du taux de l'impôt sur les sociétés pour éviter une concurrence fiscale mortifère.

PROPOSITION



En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
-----------------------------------	--

Commentaires :

Nous soutiendrons le pouvoir d'achat des classes moyennes et populaires pour permettre de mieux vivre de son travail, pour encourager l'investissement productif.

La montée de la fiscalité écologique rapportera plus de 12 milliards d'euros, qui seront intégralement restitués en baisses d'impôts.

Mesures concrètes

Exonération de la taxe d'habitation

Augmentation de la CSG, de l'ordre de 1,7 points, qui ne touchera pas les retraités modestes, impôt plus juste et plus redistributif que la TVA

PROPOSITION



Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : <i>Nous devons affirmer de façon crédible comme nos partenaires européens l'objectif d'une aide publique à hauteur de 0,7% de la production nationale, avec une trajectoire d'augmentation progressive entre 2017 et 2030, conditionnée à nos résultats économiques. Nous devons prendre des sanctions commerciales contre les pays qui ne respectent pas les clauses sociales et environnementales des accords commerciaux conclus avec l'Union européenne. Un procureur commercial garantira la rapidité de ces mesures.</i>	

PROPOSITION



Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires : 	

PROPOSITION



Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

Les secteurs essentiels de l'aide doivent être fléchés en priorité : éducation, santé, promotion des femmes, développement durable. A côté des prêts, les dons gérés par l'Agence française de développement doivent être augmentés et mieux contrôlés.

PROPOSITION



D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

*Nous fermerons les centrales à charbon restantes en 5 ans.
En cohérence avec l'accord de Paris, nous interdirons l'exploration des gaz de schiste et ne délivrerons aucun nouveau permis d'exploration d'hydrocarbures. Nous ferons évoluer les comportements en augmentant le prix du carbone. Nous financerons le développement des énergies renouvelables : d'ici à 2022, nous avons pour objectif de doubler la capacité en éolien et en solaire photovoltaïque. Nous réduirons notre dépendance à l'énergie nucléaire, avec l'objectif de 50% d'énergie nucléaire à l'horizon 2025. Nous lancerons un plan de transformation agricole de 5 milliards d'euros sur 5 ans. Les financements seront réservés à des projets de modernisation des exploitations ayant un impact positif sur l'environnement et le bien-être animal et des projets de transformation privilégiant les circuits courts.*

PROPOSITION



Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION



Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

Réduire notre empreinte écologique et accélérer la transition vers une croissance durable, grâce notamment à de nouveaux modes de mobilité.

15 milliards d'euros seront consacrés à la transition écologique.

Nous diviserons par deux le nombre de passoires thermiques dont les propriétaires sont précaires d'ici à 2022 et les éliminerons en dix ans (4 milliards). Nous rénoverons les bâtiments publics. Nous transformerons le crédit d'impôt transition énergétique en prime immédiatement perceptible. Nous éliminerons les véhicules les plus polluants, produits avant 2001, d'ici à 2022, grâce à une prime à la casse de 1 000€ supplémentaires par véhicule. Nous contractualiserons avec les collectivités locales sur la base de projets permettant de réduire l'empreinte écologique (ex : déploiement d'énergies renouvelables, soutien au recyclage et à l'économie circulaire...) et de créer des emplois nets (ex : accompagnement des travailleurs dont les industries doivent se reconvertir).

PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE <input type="radio"/>	JE NE M'ENGAGE PAS <input type="radio"/>
Commentaires :	

Dans le cadre des états généraux de l'alimentation, nous définirons également un calendrier prévoyant l'élimination progressive des pesticides en commençant par ceux qui présentent un risque pour la biodiversité ou la santé, et le développement d'alternatives.

Nous soutiendrons l'adoption d'exigences similaires au niveau européen, dans le but d'accélérer la mutation de la filière agroalimentaire.

Dès le début du quinquennat, nous séparerons les activités de conseil aux agriculteurs et de vente des pesticides qui peuvent susciter des conflits d'intérêt.

PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

Favoriser des voies de migrations légales a été une des premières propositions d'Emmanuel Macron. *La France doit être à la hauteur de sa tradition historique d'accueil, tout en se montrant, dans des conditions toujours dignes, inflexible avec les personnes qui ne remplissent pas les conditions de séjour sur notre territoire.*

L'un de nos grands défis est celui de la crise des réfugiés. Nous devons tenir nos engagements européens pour accueillir les enfants, les femmes et les hommes qui fuient la guerre en Syrie. Cette politique d'accueil, juste et efficace, doit se renforcer à tous les niveaux : contrôle maîtrisé et plus strict des frontières, lutte contre les filières et les réseaux criminels, répartition équilibrée de l'accueil entre les pays européens et refonte du droit d'asile, accélération des procédures et meilleure orientation des familles.

En complément de nos engagements existants en matière d'Aide Publique Au Développement (APD) nous devons mettre en œuvre une politique, humaniste mais exigeante, qui conjugue des projets de développement local dans les régions d'émigration, des partenariats avec les pays de départ et de transit et des instruments efficaces de lutte contre les filières migratoires.

PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

PROPOSITION



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

L'objectif de la création d'une organisation mondiale de l'environnement doit être poursuivi, dans un format renouvelé, adapté au 21ème siècle, celui du « multilatéralisme participatif » qui associe les territoires, le secteur privé et la société civile en plus des Etats. Notre second objectif devrait être la négociation d'un Pacte universel sur l'environnement. La négociation de ce pacte universel, qui comporterait des principes utilisables et invocables en droit, est un projet ambitieux qui impliquera une longue concertation, avec les Etats et les ONG. C'est une ambition juste et utile que la France peut porter aux Nations Unies.

Nous lutterons contre le dumping environnemental et social.

Nous devons prendre des sanctions commerciales contre les pays qui ne respectent pas les clauses sociales et environnementales des accords commerciaux conclus avec l'Union européenne.

Un procureur commercial garantira la rapidité de ces mesures.

PROPOSITION



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

PROPOSITION



Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Les droits de l'Homme, la place des femmes et celle des minorités dans le monde (y compris la protection des peuples premiers), la liberté d'opinion et d'expression, l'indépendance des médias sans laquelle aucune conscience politique digne de ce nom ne peut être forgée, la solidarité et le développement, le respect du droit international et de la diversité culturelle qui sous-tend notre combat pour la francophonie, tous ces principes doivent être affirmés et respectés.

*Les secteurs essentiels de l'APD doivent être fléchés en priorité : éducation, santé, **promotion des femmes**, développement durable.*

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : Lemaitre

Date : 8/06/17

Prénom : Julia

Signature :

Département : 59

Julien Lemaitre 14^e circonscription
La République En Marche